

FACO PARIS – mardi 30 mars 2010

La crise financière, puis économique et sociale, qui a éclaté il y a plusieurs mois et se poursuit aujourd'hui, a relancé – ce qui est habituel dans toutes les périodes historiques analogues – (pensons seulement à la « théorie générale de Keynes ») – les débats sur le modèle économique dominant, les uns jugeant que la crise en est une conséquence inévitable et récurrente, les autres, au contraire, qu'elle aurait pu être évitée et n'en remet pas en cause la pertinence.

La différence avec les périodes antérieures, notamment 1929, tient au fait qu'entre les deux guerres mondiales, deux grands modèles se confrontaient et que d'autres systèmes – le corporatisme d'un côté et la social-démocratie de l'autre – cherchaient à émerger. Rien de tel aujourd'hui avec le règne quasi-universel du capitalisme, qui du fait même de sa suprématie, ne peut que concentrer toutes les critiques, non seulement celles d'une partie des économistes et des responsables politiques mais aussi de nombre d'essayistes voire de cinéastes (voir : « Capitalisme : a love story, by Michael Moore).

Le problème est qu'en se généralisant la critique dilue dans une absence préalable de définition claire et précise des notions de base telles que capitalisme, libéralisme, socialisme, économie de marché, interventionnisme, régulation, au point qu'on ne sait plus très bien ce qui sort indemne des échanges tribuniens ou ce qui, par contraste, pourrait revêtir une forme rédemptrice...

Aussi, convient-il, pour tenter de ne pas se tromper lourdement sur ce qui est finalement en cause, de revisiter ces notions. Si nous devons prendre soin de sauvegarder régulièrement les données essentielles contenues dans la mémoire de notre ordinateur, plus importante encore est la sauvegarde des données essentielles de notre raisonnement. Et cela d'autant plus que beaucoup d'économistes se livrent à des retournements aussi soudains qu'opportunistes, brûlant ce qu'ils adoraient – et inversement –, sans toujours se demander s'ils ne se trompent pas de bûchers – faute de revenir aux définitions fondamentales – et si leur autodafé ne s'en prend pas à d'imaginaires sorcières.

Ma proposition, dont je prie d'excuser le caractère sans doute un peu trop scolaire, est donc, pour cet exposé du cycle organisé par la FACO, de revenir à quelques définitions, en les illustrant toutefois d'un éclairage historique, le but étant d'une part certes de débusquer quelques « lieux communs » mais d'autre part surtout d'éclairer le débat actuel sur la pertinence du modèle économique dominant.

Peut-être pouvons-nous commencer par le capitalisme, souvent défini, par rapport au socialisme, comme la propriété privée des moyens de production, dont le mobile est le profit équilibré par le risque de l'entrepreneur. Mais cette définition, très classique, rend-elle compte de la réalité ?

Que le capitalisme repose sur la propriété privée ne fait guère de doute, ce qui permet d'ailleurs de le distinguer de ce qu'on appelle parfois « le capitalisme d'Etat », notion qui, à vrai dire, ne signifie pas grand-chose ou recouvre des situations très différentes, allant du socialisme collectiviste à l'économie mixte. En revanche, le terme de « propriété privée des moyens de production » est à la fois excessif et insuffisant.

Excessif, parce que le capitaliste, s'il est bien un propriétaire privé, n'est pas propriétaire de l'ensemble des facteurs de production, au nombre desquels figure le travail (c'est-à-dire la main d'œuvre) et la nature. Si l'appropriation de celle-ci

fait problème sur fond de développement durable et de bonne gestion de la planète, le sujet est trop vaste pour cet exposé. Mais, en ce qui concerne au moins la «main d'œuvre», il est à peu près clair qu'à la différence des systèmes parfois qualifiés de « despotisme asiatique » (la Chine n'en est pas loin), le travail est la propriété du salarié et le contrat de travail, en théorie, est une convention passée entre deux parties, souvent inégales mais libres.

Insuffisant, dans la mesure où il ne précise pas qui est le propriétaire... Une coopérative, une association, une mutuelle peuvent détenir une propriété et on est alors non plus dans un environnement capitaliste classique mais dans le domaine appelé économie sociale. En dehors de ces cas, assez exceptionnels, il reste que ce qui caractérise la propriété capitaliste, c'est que les capitaux n'appartiennent pas à ceux qui les mettent en œuvre par leur travail subordonné, y compris les dirigeants qui ne sont généralement que les délégués d'actionnaires plus ou moins stables. Autrement dit, il n'y a pas de capitalisme sans capitalistes qui dirigent le système uniquement parce qu'ils en détiennent les capitaux ⁽¹⁾

(nous montrerons que c'est ainsi d'ailleurs qu'il s'est constitué historiquement). Le capital est généralement défini comme cette part de la richesse qui ne sert pas à la consommation immédiate mais qui est destinée à la production d'un revenu ou d'un nouveau bien. Max Weber en a fait l'éloge dans son maître-ouvrage sur « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1904), en se félicitant qu'un certain nombre de nos semblables préfèrent accumuler pour investir plutôt que dépenser pour, selon lui, gaspiller... vous trouverez là la pensée bourgeoise classique telle qu'un Guizot, entre autres, a pu l'illustrer (« Enrichissez-vous par votre travail ») et qu'un Sarkozy la prolonge aujourd'hui (« Travaillez plus pour gagner plus »).

Or, il se trouve que le capitalisme, ainsi défini, est souvent associé, sinon confondu, avec le libéralisme. Qu'en est-il réellement ?

Tout d'abord, faut-il rappeler que la naissance du libéralisme n'est pas liée à l'économie mais à la politique, c'est à dire, pour être précis, à trois révolutions politiques : l'anglaise de 1689 (Bill of rights qui crée en fait la monarchie parlementaire), l'américaine de 1776 (avec la Déclaration d'indépendance du 4 juillet qui crée la démocratie présidentielle), la française de 1789 (avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 27 août qui crée la République d'assemblée). Pour autant, ce libéralisme politique va se greffer sur un mouvement économique qui le précède et dont les origines remontent au moyen-âge. En fait, bien

au-delà de l'économie, il est d'abord une conception globale du monde, ce que les Allemands appellent « weltanschauung », philosophique, religieuse, politique, morale, culturelle et économique. C'est parce qu'il fait de la liberté individuelle le critère universel, qu'il prône la règle du « laissez-faire » dans tous les domaines, du commerce de la drogue à la pornographie, de l'exploitation éventuelle des plus pauvres (« subprimes » ou excès de crédits à la consommation) à la recherche scientifique sans limite, pour peu qu'il y ait à la fois une offre profitable et une demande solvable. Et c'est ainsi qu'on passe du capitalisme au libéralisme sans pour autant que ce passage soit obligatoire !

Passage d'autant moins obligatoire que le capitalisme, tant dans sa théorie que dans son histoire, n'a presque jamais été un capitalisme libéral, que sa forme ordinaire n'est pas la forme libérale.

Parlons d'abord de la théorie libérale, dont les doctrinaires sont à la fois multiples et souvent en désaccord entre eux.

Bien sûr, on trouve des libéraux purs, tels que Ricardo (1772-1823), JB Say (1767-1832), James Mill (1773-1836) etc...

Et bien entendu le précurseur Adam Smith. Pour celui-ci, le libéralisme s'oppose à ce qu'il appelle dans « la Richesse des nations » (1776) les mercantilistes. Il pense que l'économie repose sur les lois naturelles dont la principale, rationnelle, est que chacun recherche son intérêt et que, sans ce moteur, l'économie ne peut se développer (il est en ce sens le disciple de l'utilitariste Bentham). D'où le principe, attribué aux physiocrates, du « laissez-faire » - « laissez-passer » sans lequel, disent-ils, l'économie est vouée au marasme. Il y a donc une science économique, illustrée par la « main invisible » qui travaille sans le savoir pour l'intérêt social. C'est sur cette base qu'en 1790 la loi Le Chapelier supprime les corporations, c'est sur cette base que, tout au long de la première révolution industrielle, va naître le capitalisme des manufactures dit manchestérien.

Mais Smith lui-même, lorsqu'on le lit dans le texte et lorsqu'on lit surtout ses autres ouvrages comme « la théorie des sentiments moraux », décrit certes les mécanismes de marchés mais est surtout préoccupé par les inégalités qu'ils peuvent engendrer et par le sort des pauvres, au nom desquels il soutient la nécessité d'une intervention de l'Etat. Il serait certainement favorable aujourd'hui à une régulation des transactions financières et des abus de crédit. S'il pense que le marché est le meilleur lieu d'équilibre des inévitables intérêts individuels, il estime aussi qu'il y a un « au-delà du marché ». Finalement, il symbolise bien l'idée que l'économie de marché est une notion distincte du capitalisme libéral, il est assez bien le précurseur de « l'économie sociale de marché » de l'Allemagne d'après 1945.

Sans nous livrer ici à une histoire de la pensée économique, on trouverait les mêmes réserves chez des réputés libéraux, tel que le fils Mill, John Stuart (1806-1876), ou plus tard, Alfred Marshall ou Walras (1800-1866), sans parler des libéraux purs mais pessimistes comme Ricardo ou Malthus. En fait, c'est au fur et à mesure des progrès du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire, générés par l'égoïsme des classes possédantes, que, par peur et par réaction, beaucoup se rallient, à une exception près - celle des chrétiens sociaux -, à un « libéralisme » qui n'est finalement que l'expression instinctive d'un anti-socialisme de principe. Rappelons que le sens du socialisme évolue : initialement il s'opposait à l'individualisme, à la promotion des intérêts particuliers. C'est ainsi que sous la Révolution française ce terme s'appliquait aux contre-révolutionnaires. Il n'a pris son sens contemporain que, progressivement, vers le milieu du XIXe siècle et, bien que divisé en de nombreuses écoles, il peut se définir comme la propriété collective des moyens de production encadrée par une planification dirigiste. C'est en ce sens qu'il s'oppose non seulement bien sûr au libéralisme mais aussi à l'économie de marché (contrôle des prix, des loyers, etc.).

C'est Keynes qui, je le rappelle, se proclamait libéral et qui, sur le plan personnel, était un libertarien accompli, mettra en garde contre ce positionnement qui, selon lui, risquerait d'être le plus sûr fourrier du marxisme : selon lui, le marché seul ne peut réaliser le plein-emploi et ce n'est certainement pas, comme le croyait le président Hoover après la crise de 1929, la baisse des salaires qui est de nature à réduire le chômage.

[Le niveau de l'emploi est déterminé par celui de la demande effective et ne coïncide pas forcément avec le revenu global distribué par le marché à l'occasion du processus de production. Car si le revenu global n'est pas entièrement dépensé, la demande effective devient insuffisante. Il faut donc analyser les deux composantes de la demande globale : la consommation (lorsque le revenu augmente, la consommation augmente mais moins) et l'investissement (la décision d'investir dépend de la comparaison entre le taux d'intérêt du marché et

l'efficacité marginale du capital). En ce sens, la politique des revenus vise à stimuler la consommation des plus pauvres, tandis que la politique monétaire doit améliorer le taux d'efficacité marginale du capital en diminuant les taux d'intérêt.]

Ajoutons à cela que le terme « libéral » ne signifie pas la même chose des deux côtés de l'Atlantique. Si en Europe, le libéral est en général un homme de droite qui s'oppose à l'Etat, aux Etats-Unis, c'est souvent un homme de gauche (à l'exemple de John Kenneth Galbraith) qui est un progressiste à tendance social-démocrate. Une des conséquences en est que, en face, le néo-libéralisme, concept qui commence à faire flores dans les années 30 (voir « les anti-conformistes des années 30 » de Jean-Louis Loubet del Bayle), où tout le monde est « néo », a deux significations quasi-opposées : il évoque soit un retour au libéralisme classique (« le libéralisme à nouveau ») autour de Hayek, de Mises ou de Milton Friedman souvent dénommé Ecole de Chicago, soit un libéralisme rénové (un nouveau libéralisme) acceptant l'intervention de l'Etat ou de corps intermédiaires, avec le capitalisme dit rhénan illustré par l'ordolibéralisme de l'école de Fribourg (dont les grands noms sont Walter Eucken, mort en 1950 et Wilhelm Röpke mort en 1966.

Cela dit, le libéralisme n'est pas seulement à analyser du point de vue de ses auteurs, mais également de ses mécanismes élémentaires et des politiques économiques, dans lesquels nous allons retrouver les mêmes contradictions.

C'est Werner Sombart qui, en mettant l'accent sur la recherche du profit comme moteur du capitalisme, a bien dégagé les traits dominants du capitalisme : l'esprit d'acquisition, l'esprit de concurrence et l'esprit de rationalité. Ces trois « esprits » génèrent la mise en œuvre d'innovations techniques permanentes qui, par leur accumulation, favorisent, comme l'a montré Joseph Schumpeter, des révolutions industrielles.

Sans doute. Mais ce constat n'exclut en fait aucune intervention de l'Etat ou d'autres autorités. Ainsi, l'Etat peut utiliser une série de moyens considérables sans empêcher ces ressorts du capitalisme. Qu'on en juge : la politique sociale et le droit du travail, l'existence d'un secteur public plus ou moins important, les règles de la concurrence, les relations commerciales avec l'étranger, le financement d'une partie importante de la recherche, l'aide aux investissements, l'achat public, voici quelques-uns des outils que l'Etat utilise sans parler de son intervention directe dans l'économie et son financement dans les périodes de crises. Alors certes, il ne s'agit plus de libéralisme mais l'essentiel du capitalisme reste néanmoins préservé. Cela d'autant plus que la concurrence pure et parfaite, chère aux libéraux, n'a pratiquement jamais existé puisque sa logique est de conduire aux concentrations, voire aux monopoles, les Etats-Unis, comble du paradoxe pour la patrie du soit-disant libéralisme, ayant été les pionniers des législations anti-trusts et le capitalisme des grands groupes n'a finalement qu'un rapport assez lointain avec celui des PME ou des TPE !

Enfin, après avoir vu que la forme la plus habituelle du capitalisme et de l'économie de marché n'est pas sa forme libérale, ni sur le plan des idées ni sur le plan des politiques économiques, nous allons retrouver le même « scénario » sur le plan historique, où l'histoire du capitalisme se confond largement avec celle de l'Etat.

Sous l'Ancien Régime, au sens large où on parle parfois d'économie d'ancien régime par opposition à l'économie des révolutions industrielles, on ne peut parler bien entendu d'économie libérale. Sans même s'en tenir au cas français marqué à la fois par le corporatisme et le colbertisme, la naissance du capitalisme se fait sous l'égide des monarchies.

Si, sous l'Antiquité et le Moyen-Age, le commerce et la banque sont dominés par les villes, les cités-Etats, avec des règles et des échanges surtout locaux – au point que Braudel réserve à ce contexte le terme d'économie de marché, d'économie locale, presque domestique (oikos nomos), dès les Grandes découvertes, le premier capitalisme, celui des marchands, va se développer, fin XVe – début XVIe siècle, à la demande et avec le financement des Etats, afin d'accumuler des métaux précieux et des produits rares – la domination des mers et des océans devient un enjeu politique majeur pour les grandes puissances qui se font la guerre pour accroître leur influence commerciale. Le marchand est bien l'ancêtre de l'entrepreneur mais il prospère sous la protection du soldat et au bénéfice du trésor royal. Les grandes compagnies commerciales, comme celles des Indes occidentales et orientales, sont en fait des « opérateurs » de l'Etat qui leur délègue un monopole plus ou moins étendu. La première banque moderne, celle d'Amsterdam, est créée par l'Etat et la fameuse banque d'Angleterre (1694), pour privée qu'elle soit, est étroitement contrôlée par l'Etat. L'essor des banques privées appartient à l'époque suivante. Bref, le mercantilisme est sans contexte un capitalisme d'Etat, très clairement défini par Colbert : « les compagnies de commerce sont les armées du Roi et les manufactures de France ses réserves ». De l'Espagne à l'Angleterre, des Pays-Bas à la Prusse, chaque Etat pousse ses pions en avant, met en place des barrières réglementaires et douanières (les « lois somptuaires »). Certes, une réaction « libérale » se produira dans la deuxième moitié du XVIIIème siècle contre l'interventionnisme mercantiliste (liberté du commerce des grains de 1763 à 1770) mais de façon très brève. Et ces tentatives, associées en France au nom de Turgot, échouent, tandis qu'en Angleterre, généralement citée comme la mère du libéralisme – nous y reviendrons – l'abolition des poor-laws et des corn-laws ne se fera qu'au XIXe siècle.

C'est d'ailleurs, entre 1750 et 1850, qu'avec la première révolution industrielle, on passe progressivement du capitalisme marchand à un capitalisme manufacturier. Ce dernier est « propulsé » littéralement par une alliance entre les pouvoirs politiques successifs et ce qu'on a appelé « les grandes dynasties bourgeoises » qui en sont très souvent issues et auxquelles l'Etat confie des privilèges d'exploitation (dont l'exemple le plus manifeste est celui des concessions de chemin de fer). L'Allemagne, en quête d'unité, ou le Japon, à l'ère du Meiji, sont des économies où l'Etat joue un rôle majeur. C'est encore plus patent en Russie et dans les pays en retard. Les « fenêtres de tir » libérales sont l'apanage de l'Angleterre mais sont courtes (1860-1880 surtout et 1896-1914) mais les crises récurrentes (1846-47 et 1873-96 dite grande dépression) amènent l'Etat à intervenir notamment sur le plan social (droit syndical, droit de grève, etc...). Mais, surtout, toutes les puissances sont protectionnistes (droits de douane, quotas, prohibitions) ce qui conduit les gouvernements à intervenir sur de nombreux leviers de politique économique.

La seconde révolution industrielle (1850 – 1914) est souvent décrite comme l'âge d'or du libéralisme économique. Et, pourtant, encadrée par des conflits majeurs (1870, 1914) et par la constitution de nouveaux Etats (Allemagne, Italie), cette période est aussi celle des Etats orientant en permanence leurs économies en fonction de leurs objectifs politiques et militaires. C'est ainsi que l'Angleterre continue à protéger sa puissance maritime et sa force exportatrice et que les Etats-Unis ne cessent d'hésiter entre des mesures anti-trusts et l'appui aux grands conglomérats industriels, encore davantage que tous les Etats appelés à jouer un grand rôle conduisent une politique économique dictée par la constitution de leurs empires coloniaux.

Le XXe siècle sera marqué par deux grands conflits mondiaux et de très nombreuses crises. Nous ne nous attarderons pas sur les économies de guerre ou de reconstruction durant lesquelles l'intervention des Etats a été massive et constante. Mais, hors même ces périodes exceptionnelles, une partie du monde va

désormais s'engager dans des expériences totalitaires, communistes en URSS, fascistes ailleurs, ou, par nature, le rôle de l'Etat sera prépondérant dans tous les domaines. Non seulement, le « territoire » du libéralisme en sera réduit d'autant mais, surtout, d'autres modèles concurrents affirmeront avec force leur volonté de le combattre et de travailler à son élimination pure et simple. Cette critique délibérée du libéralisme prend alors d'autant plus de crédibilité qu'avec la fin de la stabilité monétaire fondée sur l'or en particulier, ce temps est aussi pour les pays libéraux un temps de crises où l'Etat va intervenir de plus en plus dans l'économie. L'entre deux guerres est marquée à la fois par une succession de crises monétaires, sur fond d'inflation, et de chômage (environ 15%). Tournant le dos au libre-échange, les puissances s'organisent en créant des cartels, des ententes nationales ou internationales, par nature de produit. Ce protectionnisme est aussi illustré par la mise en place de tarifs douaniers très élevés (entre 1920 et 1930, ils augmentent de 100% aux USA en moyenne !). C'est donc – ce qui est souvent oublié – dans un contexte de très grande fragilité que survient la crise de 1929. Son scénario est suffisamment connue pour qu'il soit nécessaire de s'y attarder. Une des conséquences en est que l'intervention de l'Etat devient générale et multiforme. Il suffit d'en énumérer quelques éléments clés pour constater qu'ils constituent une panoplie complète : protectionnisme, déflation, dévaluation, contrôle monétaire, aide aux entreprises, régulation de l'activité économique. Certes, dans un premier temps, jusqu'aux environs de 1932, beaucoup de dirigeants ont pensé que les équilibres se rétabliraient d'eux-mêmes et se sont surtout attachés au rétablissement de la stabilité monétaire et à la réduction des déficits publics. Mais ils ont vite compris que cette politique était socialement insupportable et politiquement suicidaire au point que chaque puissance définisse très vite sa politique de relance propre. A l'inverse, l'obstination du Président Hoover aux Etats-Unis à maintenir un libéralisme de principe (pour lui, la baisse des salaires devait automatiquement redresser le niveau de l'emploi...) se heurta à un tel échec (le nombre de chômeurs passe entre 1930 et 1933 de 5 à 15 millions d'Américains !) qu'elle précipita, pour trois mandats, l'élection de F.D. Roosevelt et de sa fameuse politique du « New Deal » sur laquelle les USA fonderont leur reprise économique. Bref, à la veille de la seconde guerre mondiale, tant dans le camp des démocraties, sous l'empire de la nécessité, que dans celui des dictatures, sous l'empire de leurs idéologies, le libéralisme semble avoir vécu et sur le plan interne et sur le plan des relations économiques internationales.

Le retour de la prospérité de l'après-guerre, souvent qualifié des « Trentes Glorieuses », avec sa dynamique inédite de croissance, sera un peu partout le résultat, non pas d'un retour au libéralisme mais d'un keynésianisme plus ou moins prononcé, souvent qualifié à tort de néo-libéralisme. C'est l'ère, en économie, de la « mix policy » où l'Etat intervient par différents leviers de la politique budgétaire et monétaire, y compris dans les pays anglo-saxons (notamment la GB avec l'arrivée du Labour au pouvoir), c'est l'ère de la planification indicative dans des pays comme la France, c'est l'ère de l'économie sociale de marché ou de l'ordo-libéralisme en Allemagne et au Japon. L'intervention de l'Etat est désormais légitimée notamment au nom de la justice sociale. Dans le reste du monde, la persistance du modèle soviétique, la naissance de la Chine communiste et les expériences contrastées du Tiers-Monde maintiendront également des modèles violemment anti-libéraux. Au plan international, FMI, GATT puis OMC, Banque Mondiale tendront aussi à instaurer une régulation plus ou moins réussie de l'ordre financier et commercial mondial – situation que les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 ne feront qu'amplifier.

Il est vrai qu'une « résurgence » libérale se manifestera dans les années 80 tant sur le plan théorique que pratique. Sur le plan théorique, ce retour au libéralisme s'exprimera en fait au travers d'écoles de pensée assez divisées entre elles : monétaristes regroupés autour de Milton Friedman (dont l'influence sera la plus grande), économistes de l'offre, néo-classiques de la macro-économie, voire anarcho-capitalistes, dont les idées rejoignent largement celles des milieux

gauchistes (« il est interdit d'interdire » dans quelque domaine que ce soit). Sur le plan pratique, sont souvent citées les expériences de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. S'il est indéniable que leur objectif était bien de réduire la part des prélèvements obligatoires, il ne faut pas omettre de préciser que les moyens utilisés pour l'atteindre ont impliqué un fort engagement de l'Etat (politique budgétaire expansive de Reagan, combinant augmentation des dépenses militaires et réduction des impôts, se soldant par un déficit important ; politique très autoritaire d'un Etat fortement présent en GB).

Enfin, pour achever ce panorama historique, faut-il rappeler le séisme financier de 2008 et ses conséquences économiques et sociales qui se prolongent jusqu'à aujourd'hui, avec, dans tous les pays du monde, une intervention massive des Etats et un silence quasi absolu de l'ensemble des théoriciens du libéralisme...

En conclusion, il est clair qu'il y a un « socle dur » du capitalisme : la propriété privée du capital des entreprises, le profit comme critère d'une bonne gestion et la loi de l'offre et de la demande pour fixer les prix sur les différents marchés, du moins lorsqu'il existe une demande solvable. Quelles qu'aient été ses évolutions historiques ou ses débats théoriques, le capitalisme a respecté ses « fondamentaux » et a permis une croissance qu'aucun autre système ne peut revendiquer, notamment le système socialiste dont la volonté de rendre collective, et de fait, étatique la propriété des moyens de production, s'est révélé totalement ingérable.

En revanche, au-delà de ce « socle dur » du capitalisme, le libéralisme a voulu à certaines périodes surajouter une idéologie dont toute intervention de l'Etat ou d'autres collectivités devrait être exclue. Cette idéologie, exogène au capitalisme, non seulement prétendait interdire à l'Etat de jouer son rôle politique légitime en vue du bien commun, de la justice sociale et de la destination universelle des biens, mais en outre, dès qu'une crise générale ou une difficulté sectorielle venait à se présenter, s'empressait de recourir aux gouvernements pour que ceux-ci viennent au secours de ses propres défaillances.

La leçon est simple à tirer : sans aucun doute le capitalisme n'est rien d'autre que le seul système économique capable d'assurer le progrès économique et social. Sans aucun doute également, assez loin de l'idéologie libérale, son harmonieux développement passe par des formes d'économie mixte où l'Etat, aux côtés des entreprises, assume pleinement ses responsabilités.